

RETRAITES, SALAIRES, EMPLOI : MÊME COMBAT!

La retraite par répartition c'est solide et solidaire : chaque euro cotisé finance immédiatement les pensions. Des salaires + élevés, c'est + de cotisations pour la sécurité sociale, donc de meilleures retraites, mieux financées.

Salaires - retraites : ce n'est pas l'un ou l'autre, c'est l'un pour l'autre. Augmenter les salaires, sécuriser l'emploi, remettre à plat les exonérations de cotisations : ce sont des moyens pour revenir à une retraite à 62 ans maintenant, puis le retour à 60 ans. Le patronat et le gouvernement refusent d'entendre nos propositions pour préserver les profits de quelques-uns. Dans plusieurs entreprises des augmentations de salaires ont été obtenues par la grève. Nous pouvons gagner des mesures de financement et l'abrogation des 64 ans en nous mobilisant!

Augmenter les salaires et gagner l'égalité salariale femmeshommes, ce n'est pas seulement juste, c'est aussi le moyen fiable et efficace de garantir l'avenir de notre système solidaire par répartition.

Le salaire net c'est pour le mois, le salaire brut ça donne des droits. À l'inverse, les exonérations de cotisations sociales, la pression sur les bas salaires et le recours massif aux primes non cotisées affaiblissent le financement de nos retraites. Les salarié·es payent 2 fois : moins de cotisations, c'est de moins bonnes pensions.

Augmenter les salaires, c'est mieux répartir les richesses. En 2024, les dividendes versés aux actionnaires ont battu des records. Une part de ces profits doit revenir à celles et ceux qui produisent la richesse : les travailleur-ses. C'est pourquoi nous exigeons le maintien des 10 % d'abattement sur les retraites et l'indexation des pensions sur les salaires.



GAGNER L'ABROGATION DE LA REFORME

SALAIRES

EN GREVE ET EN

MANIFESTATION

POUR NOS RETRA

NOS EMPLOIS ET

Nous avons été des millions en grève et en manifestation en 2023 contre le recul de l'âge de départ à la retraite à 64 ans, imposé par 49-3. Le gouvernement est fragile, le 5 juin il y aura enfin un vote à l'Assemblée. Il faut respecter la démocratie : près de 70 % de la population soutien l'abrogation. Aux députés de se prononcer, maintenant.

MAINTENIR L'EMPLOI ET L'AVENIR DE L'INDUSTRIE

Face à l'urgence, nous exigeons un moratoire pour stopper en urgence les licenciements et le contrôle des aides publiques versées aux entreprises.

COMBATTRE L'AUSTÉRITÉ, DÉFENDRE LES **SERVICES PUBLICS**

Dans le Cantal, 13 postes dans le 1er degré manqueront à l'appel, et pour les collèges des élèves en plus, et des classes en moins! Honte également au Conseil Départemental de fermer La Jordanne, plus gros collège du département, dont la fermeture ne fera qu'alimenter l'enseignement privé catholique. Au nom de l'austérité, des services hospitaliers et des lits ferment, les transports publics ne peuvent pas répondre aux besoins de la population, l'école publique est sacrifiée pour financer les aides publiques aux entreprises et les cadeaux fiscaux aux plus fortunés.

Le 5 décembre dernier, grâce à la mobilisation des agent·es de la fonction publique, le gouvernement a dû reculer, notamment sur les 3 jours de carence.

Face aux nouvelles attaques contre les agent·es des services publics, la mobilisation se poursuit pour rétablir la prise en charge maladie à 100% et gagner la hausse du point d'indice, la GIPA et la titularisation des emplois

Aurillac Préfecture - 10h30

pas jeter sur la voie publique - IPNS